



Chères amies, chers amis,

Nous sommes très heureux de vous retrouver au rythme de EuropeInfoHebdo.

Nous vous prions de trouver dans cette newsletter un panorama synthétique et analytique des développements politiques dans trois domaines de l'actualité européenne que nous suivons tout particulièrement : l'état de l'Etat de droit, le Green Deal et les évolutions géopolitiques.

Bonne lecture !

Elise Bernard

Edouard Gaudot

Avec la précieuse assistance de Gwendoline De Boé et Loriane Conort
Pour EuropaNova Academia

Inscrivez-vous à notre analyse hebdomadaire

Recevoir cette analyse en Allemand par notre bureau à Berlin

15/07/2021



L'état de l'État de droit

Le conflit de souveraineté et de hiérarchie entre l'ordre constitutionnel national et l'ordre juridique européen se fait de plus en plus visible. **La brèche a été ouverte par Cour de Karlsruhe en Allemagne**, avec un [arrêt](#) (2 BvR 859/15) sur les achats d'actifs de la BCE, dans lequel était affirmé que **le droit communautaire n'est pas contraignant en dehors des domaines de compétence de l'UE**. Ce refus de reconnaître la primauté du droit européen et de la CJUE sur certains aspects de la législation nationale a été exploité sans hésiter par la Pologne. D'autant que la Cour allemande avait mentionné que la juridiction d'un autre Etat membre comportait également des dispositions au-delà des compétences attribuées. Ce ne serait ainsi pas à la CJUE de décider si elle agit en dehors de ses attributions.

- **Pour la Pologne, début 2020, la Commission avait saisi la Cour européenne de justice en référé**, Bruxelles estimant que le processus de désignation des membres du Tribunal Constitutionnel polonais ne garantissait « ni l'indépendance ni l'impartialité » de l'instance par rapport au pouvoir politique. Ainsi, la CJUE avait [ordonné le 8 avril 2020](#) à la Pologne de suspendre « immédiatement » le fonctionnement de la chambre, en attendant l'examen du litige sur le fond.
- Toutefois, la Pologne n'a jamais appliqué les mesures, mais au contraire, les autorités polonaises ont saisi le tribunal constitutionnel. **Le 14 juillet, dans une ordonnance de la vice-présidente de la Cour dans l'affaire C-204/21 R, Commission/Pologne, la Pologne a à nouveau été appelée à suspendre immédiatement le fonctionnement de la chambre**. Ainsi, [dans le document](#) Rosario Silva de Lapuerta, fait « droit à toutes les demandes de la Commission jusqu'au prononcé de l'arrêt définitif ».
- Ce n'est que quelques minutes plus tard que le tribunal constitutionnel polonais s'est prononcé, en jugeant que les mesures prises par la Cour européenne de justice suite aux réformes judiciaires polonaises étaient **contraires à la Constitution du pays**.
- « La décision d'aujourd'hui, qui a en fait décidé que la Pologne pouvait ignorer la Cour de justice de l'UE, **constitue une violation du droit européen et ouvre la voie à des poursuites pénales à motivation politique et à de nouvelles procédures disciplinaires contre les juges en Pologne**. » a [réagi Draginja Nadaždin](#), la directrice

Etat de droit national ou état de droit européen, à suivre.

Dans son commentaire pour [les Echos](#), Dominique Moïsi voit dans les dernières provocations de Viktor Orbán l'occasion pour l'UE de **démontrer sa fermeté quant au respect de ses valeurs**.

- La pression des institutions européennes sur la Hongrie s'intensifie. Outre les atteintes régulières aux libertés civiles et aux droits des minorités, la préoccupation porte sur la corruption de l'entourage du Premier Ministre et l'utilisation frauduleuse des fonds européens.
- Alors que les plans de relance nationaux sont en cours d'examen par la Commission européenne, une porte-parole de l'exécutif européen [a annoncé](#) le 12 juillet que **l'évaluation du plan de relance hongrois n'était pas terminée, ajoutant : « Si l'examen nécessitait quelques semaines plutôt que quelques jours, nous proposerions un délai supplémentaire à la Hongrie »**. Face aux soupçons de détournement dans la gestion des fonds communautaires l'UE veut des garanties sur d'éventuelles barrières anticorruption mises en place dans le plan de relance. La Hongrie doit recevoir plus de 7 milliards d'euros à ce titre.

Contrairement aux [analyses plus sceptiques](#) qui estiment que la procédure ne menace pas vraiment Budapest, Reinhard Veser dans [la FAZ](#), considère que l'UE, longtemps impuissante devant le démantèlement opéré par Orbán, a enfin les moyens d'agir, grâce au « [mécanisme de l'Etat de droit](#) », à condition que « la Commission européenne utilise cette option de manière aussi résolue qu'elle l'a laissé entendre récemment. »



“ De nombreux courants politiques instrumentalisent les droits, notamment des minorités et des plus faibles, pour se faire élire puis se maintenir au pouvoir ”

Entretien avec **Gwendoline Delbos-Corfield**

Par Edouard Gaudot, avec l'aide de Raphaël Cario

EuropaNova Academia

Entretien avec Gwendoline Delbos-Corfield

France :

Dans une décision [La Quadrature du Net et autres rendue sur la question prioritaire de constitutionnalité du 9 juillet 2021](#), le Conseil constitutionnel a **censuré** l'article L.863-2 du code de la sécurité intérieure, dans sa rédaction résultant de la loi du 21 juillet 2016 **prorogeant l'état d'urgence et portant mesures de renforcement de la lutte antiterroriste**.

- Cette disposition autorisait les échanges d'informations entre les services spécialisés de renseignement et d'autres services désignés par décret en Conseil d'État, dès lors que ces échanges sont "utiles à

l'accomplissement de leurs missions".

- Si le Conseil rappelle que la finalité de cet échange d'informations est légitime, **il sanctionne dans sa décision l'absence de garanties légales**. En effet, en l'absence de garanties précises de l'échange d'informations, la disposition a été considérée comme non conforme à la Constitution.
- Dans leur décision, les Sages ont [reporté l'abrogation](#) de la disposition au 31 décembre 2021. En effet, l'article 7 de la loi relative à la prévention d'actes de terrorisme - actuellement en lecture au Parlement - a anticipé une censure constitutionnelle en introduisant les garanties jugées absentes par la présente décision.

15/07/2021



Europe Géopolitique

A l'est un peu de nouveau. Les ministres des affaires étrangères des pays du [Triangle Lublin](#) - nouveau dispositif de coopération régionale réunissant Ukraine, Lituanie et Pologne - **ont signé trois documents conjoints, dont une déclaration commune pour soutenir la candidature ukrainienne à l'UE et à l'OTAN, ciblant explicitement la nécessité de contrer « la désinformation russe ».**

Il reste à voir si cette initiative directement en opposition avec les intérêts stratégiques russes de maintenir Kiev hors de l'orbite occidentale peut contribuer à équilibrer les rapports de force dans la région - ou à en accentuer les tensions.

Les aspirations euro-atlantiques de l'Ukraine : Un cas d'étude au coeur de la sécurité du continent

Dans le même temps, la confrontation entre Minsk et Vilnius reste intense. La Lituanie, qui fait toujours face à l'afflux de migrants venant de la Biélorussie, [a annoncé vendredi 9 juillet dernier qu'elle allait construire un mur à sa frontière, qui est frontière extérieure de l'UE.](#)

- Vilnius accuse le gouvernement biélorusse de laisser passer des migrants, en représailles aux sanctions de l'Union européenne après l'arrestation d'un dissident politique à Minsk.
- Le Parlement lituanien a [approuvé mardi 13 juillet](#) la détention massive de demandeurs d'asile et a restreint leurs droits de recours, dans le but de dissuader un grand nombre d'entre eux de traverser la frontière avec le Belarus. **Début juillet, le pays s'est déclaré en état d'urgence.** Frontex, a dépêché une équipe pour lui venir en aide. Depuis le début de l'année, 1 500 personnes sont arrivées en Lituanie, contre seulement 81 pour l'ensemble de 2020 et 37 en 2019.
- Dès les annonces officielles, les militaires lituaniens ont commencé à installer une clôture en barbelé à la frontière entre la Lituanie et la Biélorussie. Le ministère lituanien de l'Intérieur a indiqué qu'un mur serait construit dans un deuxième temps.

La lutte pour la démocratie en Biélorussie

Alors que le retrait américain et l'avancée des talibans jettent des milliers d'Afghans sur les routes de l'exil, [l'UE redoute de nouveaux flux](#). **Entre impératifs humanitaires, valeurs humanistes et tensions géopolitiques, l'Europe n'en n'a pas fini avec le dilemme moral que lui pose l'accueil des réfugiés.**

Le retour des États-Unis aux dynamiques multilatérales porte ses premiers fruits. Réunis à Venise les 9 et 10 juillet, les ministres des Finances et gouverneurs des banques centrales du G20 ont [approuvé l'accord](#) conclu le 1er juillet dernier sous l'égide de l'OCDE.

- La réforme validée repose sur **deux piliers** : **la création d'un impôt minimum mondial** d'au moins 15 % pour les entreprises de plus de 750 millions d'euros de chiffre d'affaires ; et **la redistribution de 20 à 30 % du « surplus » de profits des cent multinationales les plus grandes et les plus rentables**, au profit des pays dits « de marché », dans lesquels elles font des affaires sans y avoir d'implantation.
- La [Commission européenne](#) s'est félicitée de cet accord. Mais c'est au vu des détails techniques négociés au cours des prochains mois, que l'on saura s'il faut vraiment se réjouir. Les intérêts américains et européens n'étant sont pas nécessairement convergents.
- Comme le souligne l'intervention de la [secrétaire au Trésor américaine](#) Janet Yellen, qui a appelé l'UE à reconsidérer son projet de taxe numérique, rappelant que **ce genre d'impôt instauré par plusieurs pays européens est considéré "discriminatoire à l'égard des entreprises américaines"**.

Dans une [analyse pour Ouest-France](#), le professeur à Sciences Po Christian Lequesne estime que depuis l'élection de Joe Biden la France se retrouve relativement isolée en voulant affirmer sa liberté au sein du camp occidental, notamment dans sa quête d'autonomie stratégique. En revanche, sur les questions de sécurité, l'Allemagne se trouve rassurée par le parapluie transatlantique et bénéficierait du soutien de pays d'Europe centrale et orientale.

**LES LUMIÈRES
DE**

EuropaNova
★ Academia

**BERNARD
STIRN**



L'Etat de droit en Europe

Les mesures nécessaires à la lutte contre l'épidémie ne doivent pas restreindre les libertés au-delà de ce qu'exigent les impératifs de santé publique.

Les lumières de Bernard Stirn sur les mécanismes de garantie des droits fondamentaux en Europe

15/07/2021



Green Deal

« Nous devons passer à un nouveau modèle [...], tout le monde devra contribuer », affirme Ursula von der Leyen, un an après que les 27 ont validé [l'objectif de neutralité climatique en 2050](#).

Mercredi 14 juillet, la Commission européenne a dévoilé son paquet « fit for 55 » (prêt pour 55) composé de douze directives et règlements, nouveaux ou révisés, visant à réduire les émissions carbone du continent d'au moins 55 % d'ici à 2030 par rapport au niveau de 1990, étape pour la neutralité en 2050. [Politico en résumé](#) les 10 points majeurs.

- Ces objectifs passent d'abord par une large refonte du [marché du carbone européen](#) (ETS) établi en 2005. D'après la Commission ce dispositif a déjà permis de réduire les émissions des secteurs de la production d'électricité et des industries à forte intensité énergétique de 42,8 % au cours des seize dernières années. L'UE veut revoir à la baisse le plafond des quotas d'émissions, renforcer leur coût, et surtout l'élargir à des secteurs jusqu'ici épargnés, comme le maritime et l'aviation. [Le nombre de quotas gratuits](#) sera également diminué. **La Commission propose que ces réductions ne se produisent qu'au cours de la seconde moitié de la décennie.**
- Un second marché carbone serait introduit pour le transport routier et le bâtiment. Ce projet de créer un système d'échange de quotas d'émission (ETS) pour les transports et les bâtiments a été fortement critiqué par Pascal Canfin (FR-Renew), président de la commission de l'Environnement du Parlement européen, qui considère cette proposition comme "une énorme erreur politique".

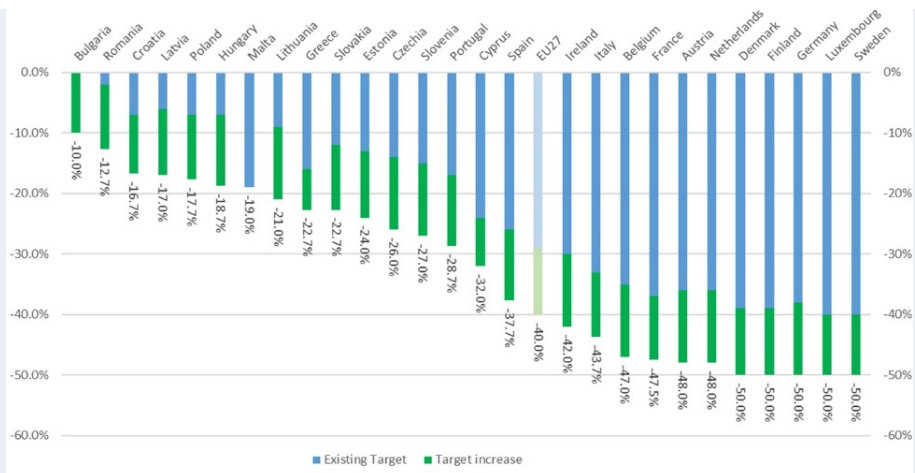
La pollution due aux transports et aux bâtiments représenterait environ 58 % des émissions de gaz à effet de serre. Le paquet "Fit for 55" prévoit que la décarbonisation de ces secteurs se déroule dans un cadre mettant en œuvre un [ensemble d'instruments politiques](#), principalement la tarification du carbone, la taxation de l'énergie et les normes environnementales.

La Commission européenne prévoit en outre de lancer un [mécanisme social d'action climatique](#) afin d'indemniser les ménages les plus pauvres et de les aider à passer à des carburants plus propres.

- Les recettes du Fonds social européen pour le climat seraient "très faibles", a déclaré Bas Eickhout, (Verts-NL), ce qui laisse planer le doute sur la capacité à financer les vastes travaux de rénovation nécessaires dans les foyers et l'électrification des transports routiers. **Ce fonds serait doté de 72 milliards d'euros pour 2025-2032 et financé en prélevant aux États membres 25 % des recettes du nouveau marché carbone.** En reproduisant la proposition de Next Generation EU, il suggère que les pays de l'UE élaborent leurs propres plans sociaux d'action pour le climat et demandent ensuite le soutien financier du fonds, qui sera subordonné à la réalisation d'objectifs prédéfinis.
- Pour accélérer la transition, la Commission pose aussi sur la table une refonte de la fiscalité sur l'énergie, pour rendre à terme les énergies renouvelables plus attractives que les fossiles. **Différentes normes environnementales seront durcies, notamment celles des émissions des automobiles.** Le projet présenté aboutirait à la fin des ventes de moteurs thermiques dès 2035 - un [« saut dans l'inconnu »](#) précise Le Monde.
- **Les forêts jouent également un rôle vital dans la transition écologique, car elles constituent de grands puits d'absorption du CO2 et de grandes ressources pour la biodiversité, a assuré l'exécutif européen.** Ainsi, d'après les propositions faites, [trois milliards d'arbres](#) devraient être plantés à travers l'Europe d'ici à 2030 et la Commission a proposé une révision du règlement sur l'utilisation des terres, la foresterie et l'agriculture. Établissant un objectif global d'absorption de carbone par les puits naturels équivalant à 310 millions de tonnes d'émissions de CO2 d'ici à 2030.
- Sur le dossier des énergies propres, la directive sur les énergies renouvelables relèvera l'objectif de production pour que la part de l'énergie produite à partir de sources renouvelables atteigne 40 % d'ici à 2030 et les critères de durabilité pour l'utilisation de la bioénergie sont renforcés.
- Enfin, **le paquet législatif propose une révision de la directive sur la taxation de l'énergie** qui aligne la taxation des produits énergétiques sur les politiques de l'Union en matière d'énergie et de climat.

Tous ces textes devront à présent être [examinés, d'ici à 2023](#) en théorie, par le Conseil et le Parlement européen. Ils seront aussi l'objet de discussions et de [lobbying intense](#), entre les industries concernées qui le trouvent trop dur et les organisations environnementales, qui critiquent de nombreux aspects, [comme l'EEB](#).

Nous avons remarqué le tableau suivant qui résume bien les efforts respectifs des différents États membres et laisse deviner la teneur des échanges au Conseil. En résumé, **l'Allemagne doit réduire de 50% sur 9 ans ses émissions sur le transport routier, les bâtiments, l'agriculture, les PME et les déchets, par rapport à 2005. Pour la France c'est 47%, pour l'Italie 43%, l'Espagne 38 et environ 10% pour la Bulgarie.** [Tweet](#) de Simone Tagliapietra, de l'institut Bruegel.



« Le « Pacte vert » est la première des priorités politiques lancées par la Commission Von der Leyen »
Entretien avec Lynn Rietdorf

EuropaNova
64bis avenue de New York
75016 PARIS
contact@europanova.eu



Soutenir EuropaNova

Cet e-mail a été envoyé à {{ contact.EMAIL }}
Vous avez reçu cet email car vous vous êtes inscrit sur EuropaNova.

[Se désinscrire](#)



© 2021 EuropaNova